

LÉNINE: Sur la Critique du programme de Gotha. Extrait du cahier « Le Marxisme au sujet de l'État » (janvier-février 1917)

Notes de Lénine faisant partie des travaux préparatoires à son ouvrage : L'État et la révolution.

LETTRE D'ENGELS À BEBEL
MARX. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

V. I. LÉNINE

SUR LA CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

LETTRE D'ENGELS À BEBEL

D'une *extrême* importance pour la question de l'État est la lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875.

(BEBEL, *Aus meinem Leben*, IVe partie, p. 318 et suivantes, Stuttgart 1911. - Préface du 2. IX. 1911.)

Voici le passage le plus important au complet :

... L'État populaire est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. **Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État surtout après la Commune qui n'était plus un État au sens propre.**

N.B.

Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'« État populaire » bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement **qu'avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît.** L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est absolument absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore *besoin* [souligné par Engels] de l'État, *ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires.*

N. B.

N. B.

Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot État [souligné par Engels] le mot « communauté », excellent vieux mot allemand répondant au mot français « commune ».

C'est sans doute chez Marx et Engels le passage le plus parfait et certainement le plus incisif, pour ainsi dire, *contre* l'État.

1. « Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État. »
2. La Commune n'était plus un État au sens propre. » (Quoi donc alors ? Manifestement la forme de transition de l'État au Non-État!)
3. Les anarchistes nous ont assez « jeté à la tête » l' « État populaire ». (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands; toutefois, ils la tenaient, et à juste raison dans les *conditions d'alors*, pour une erreur incomparablement moins importante que l'erreur des anarchistes. Cela N. B. !)
4. L'État « se décompose de lui-même «(se dissout »), *Notabene* et disparaît » (Cf. plus tard « dépérit ») «avec l'instauration du régime social socialiste »...
5. L'État est une « institution temporaire », dont on se sert « dans la lutte, dans la Révolution »... (dont bien entendu le *prolétariat* se sert)...
6. On se sert de l'État *non point pour la liberté*, mais pour *réprimer* (? réprimer n'est pas opprimer au sens propre, mais empêcher de restaurer, tenir en sujétion) les *ennemis* du *prolétariat*.
7. Et quand il y aura liberté il n'y aura pas d'État.

Habituellement on tient les notions de « liberté » et de « démocratie » pour identiques et l'on emploie fréquemment l'une pour l'autre. C'est justement ainsi qu'en jugent les marxistes vulgaires (et à leur tête Kautsky, Plékhanov et Cie). En réalité, la démocratie exclut la liberté. La dialectique (la marche) du développement est la suivante : de l'absolutisme à la démocratie bourgeoise; de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne; de la démocratie prolétarienne à pas de démocratie.

8. « Nous » (c'est-à-dire Engels et *Marx*) proposerions de mettre *partout* (dans le programme) à la place du mot « État » « communauté », « commune » !!!

N.B. !!!

Cela montre clairement que Marx et Engels ont été abêtis et souil-

lés non seulement par les opportunistes, mais aussi par Kautsky.

De ces 8 pensées d'une richesse extraordinaire, les opportunistes n'en ont *pas* compris *une seule* !!

Ils n'ont pris *que* la nécessité pratique du présent : l'utilisation de la lutte politique, l'utilisation de l'État *actuel* pour former, éduquer le prolétariat, pour « obtenir des concessions ».

C'est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est qu'1/100 du marxisme, si l'on peut s'exprimer de façon aussi mathématique.

Dans son activité de propagandiste et de publiciste en général, Kautsky a complètement étouffé (ou oublié ? ou pas compris ?) les points 1, 2, 5, 6, 7, 8 ainsi que la « mise en pièces » de Marx (dans la polémique contre Pannekoek, en 1912 ou 13 [voir plus bas pp. 45-47]. Kautsky était déjà dans cette question tout à fait tombé dans l'opportunisme).

Des anarchistes nous sépare [...] l'utilisation de l'État *maintenant* et [...] pendant la *révolution* du prolétariat (« dictature du prolétariat ») questions de la plus haute importance pour la pratique dès maintenant (c'est précisément elles que Boukharine a *oubliées*!).

Des opportunistes nous séparent les vérités plus profondes « plus impérissables » [...] du caractère « temporaire » de l'État, [...] de la *nocivité* du « bavardage » sur l'État à présent, [...] du caractère non entièrement étatique de la dictature du prolétariat, [...] de la contradiction entre l'État et la liberté, [...] de l'idée plus exacte (de la notion, terme du programme) de « communauté » au lieu d'État, [...] de la mise en pièces » de la machine bureaucratique-militaire. Il ne faut pas non plus oublier que si la *dictature du prolétariat* est repoussé directement par les opportunistes avérés d'Allemagne (Bernstein, Kolb entre autres) elle l'est *indirectement* par le programme officiel et par Kautsky, du fait qu'on la passe sous silence dans l'agitation de chaque jour et qu'on *supporte* l'activité de renégat des Kolb et consorts.

En août 1916, il a été écrit à Boukharine :

« Laisse *mûrir* tes idées sur l'État ». Mais lui ne les *a pas laissés* mûrir, il s'est glissé dans la presse comme « *Notabene* » et il l'a fait de telle sorte qu'au lieu de démasquer les partisans de Kautsky, il leur est *venu en aide* par ses fautes. Dans le fond, cependant, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

MARX. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Lettre de Engels à Bebel, écrite le 18/28. III. 1875.

Lettre de Marx à Bracke avec *Critique du programme de Gotha* écrite plus d'un mois après : le 5. V. 1875. (Neue Zeit IX. I. 1891.) (1890-1891 no 18.)

À première vue, Marx semble être dans cette lettre bien plus « étatique » qu'Engels, s'il est permis d'employer cette expression triviale de nos ennemis.

Engels propose (1) en général de ne pas parler de l'État; (2) de remplacer ce mot par le mot « commune »; (3) s'il déclare même de la Commune (c'est-à-dire de la «dictature du prolétariat qu'elle « n'était plus un État au sens propre », Marx ne dit pas un mot de tout cela, mais, au contraire, il parle même «de l'État futur dans la société communiste » !! (Neue Zeit, IX. 1. p. 573.)

À première vue, on pourrait avoir l'impression d'une contradiction banale, d'une confusion ou d'une divergence! Mais, à première vue seulement !

Voici dans son texte complet le passage décisif (sur cette question) dans la lettre de Marx:

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L' « État actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L' « État actuel » est donc une fiction.

Cependant, les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne plus ou

moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, l'on peut parler d' « État actuel » pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine aura cessé d'exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira *l'État dans une société communiste* ? Autrement dit . quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de *l'État* ? Seule, la science peut répondre à cette question ; et ce n'est Pas en accouplant de mille manières le mot « Peuple » avec le mot « État » qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce.

N.B.

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du Proletariat* [souligné par Marx].

Le programme n'a pas à s'occuper pour l'instant, ni de cette dernière, ni de *l'État futur dans la société communiste*.

Il est évident que c'est là un reproche; cela ressort de la phrase suivante : le programme a « à s'occuper » de la vieille litanie démocratique, *mais non* des questions de la dictature révolutionnaire du prolétariat et de l'État dans la société communiste...

Les revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique comme de tout le monde : suffrage universel, législation directe, droit du peuple, milice populaire, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois de la Ligue de la paix et de la liberté... (p. 573)

(Ces revendications seraient déjà « réalisées », toutefois nullement à l'intérieur des frontières de l'État allemand, mais dans d'autres, en Suisse, aux États-Unis. Ces revendications ne seraient à leur place *que dans une République démocratique*. Le programme ne réclamerait pas la République, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leur programme, cela est impossible en Allemagne, en conséquence cela n'aurait aucun sens de réclamer du despotisme militaire des choses qui ne seraient à leur place que dans une république démocratique... même la démocratie vulgaire

est encore à cent coudées au-dessus d'un démocratisme de cette sorte, confiné dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibée par la logique.)

Très bien
(et très important).

En ces termes, Marx a pour ainsi dire prévu toute la trivialité du kautskysme : discours doucereux sur toutes sortes de bonnes

choses qui aboutissent à embellir la réalité, car en y étouffe ou on y laisse dans l'ombre l'inconciliabilité de la paix démocratique et de l'impérialisme, de la démocratie et de la monarchie, etc.

Donc, la dictature du prolétariat est une « période de transition politique »; il est évident que *l'État de cette période* est, lui aussi, une transition entre l'État et le non-État; c'est-à-dire « n'est plus un État au sens propre ». Par suite, il n'existe absolument aucune contradiction entre Marx et Engels sur cette question.

Mais Marx continue à parler de « l'État futur dans la société communiste » !! Donc, il y aura un État même dans « la société communiste » !! N'y a-t-il pas là une contradiction ? Non.

I. - Dans la société capitaliste État au sens propre.

La bourgeoisie a besoin de l'État.

II. - Transition (dictature du prolétariat). État du type de transition (n'est plus un État au sens propre).

Le prolétariat a besoin de l'État.

III. - Société communiste : dépérissement de l'État.

On n'a pas besoin de l'État, il dépérit.

Conséquence logique et clarté absolues!! Autrement dit :

I. - La démocratie est purement exceptionnelle, elle n'est jamais complète.

II. - Démocratie presque complète, limitée seulement par la *répression* de la résistance de la bourgeoisie.

III. - Démocratie réellement complète qui devient l'habitude et *de ce fait* dépérit...

La démocratie complète n'est identique à aucune démocratie d'aucun sorte.

I. - Démocratie seulement pour les riches et pour une petite couche du prolétariat. [Les pauvres, elle les laisse froids!]

II. - Démocratie pour les pauvres, pour 9/10 de la population, répression par force de la résistance des riches.

III. - Démocratie complète qui devient l'habitude et de ce fait dépérit, qui fait place au principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

La question de l'État est aussi traitée dans un passage essentiel de la *Critique du programme de Gotha*, où est donnée une analyse économique de la société future.

Marx critique ici (pp. 565-567) l'idée de Lassalle du « produit intégral du travail », montre la nécessité de défalquer le fonds destiné à remplacer les moyens de production usagés, le fonds de réserve, les dépenses pour l'administration, les écoles, les installations sanitaires, etc. *et il continue*:

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais, au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcons une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcons faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de travail. Le même *quantum* de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle en retour sous une autre forme (p. 566).

N.B.

N.B.

Rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle. Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs p-ris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises

équivalentes, une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme (p. 567).

Ce droit égal suppose *l'inégalité*, l'inégalité effective, *l'inégalité* des hommes, car l'un est fort et l'autre faible, etc. (les individus « ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux ») (p. 567), l'un recevra plus que l'autre.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première Phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond.

Dans une *phase supérieure* de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail

intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon **borné du droit bourgeois** pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux: « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (p. 567.)

Donc :

I.

Long et douloureux
enfantement.

II.

Première phase de
la société communiste.

III.

Phase supérieure de la
société communiste.

N.B.

On distingue donc ici d'une façon claire, nette, précise deux phases de la société communiste :

La phase *inférieure* «(première)», répartition des objets de consommation « proportionnellement » *au quantum* de travail que chacun fournit à la société. L'inégalité de la répartition est encore grande. L' « horizon borné du droit bourgeois » n'est pas *encore entièrement* dépassé. Cela *N. B. !!* Avec le droit (à demi-bourgeois) l'État (à demi-bourgeois) également n'a manifestement pas encore entièrement disparu. Cela *Notabene!!*

Également une forme
de la contrainte:
« qui ne travaille pas,
ne mange pas »

N.B.

La phase « supérieure ». « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Quand cela est-il possible ? Quand 1° l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel a disparu; 2° le travail devient *le premier besoin vital* (N. B. : l'habitude de travailler devient la règle, sans contrainte!); 3° les forces productives se seront accrues prodigieusement, etc. Il est évident que le dépérissement *complet* de l'État n'est possible qu'à ce stade supérieur. Cela N. B.

Le travail est devenu un besoin, il ne subsiste aucune espèce de contrainte.

LETTRE D'ENGELS. 1875

La lettre d'Engels à Bebel du 18/28. III. 1875 contient encore des passages particulièrement instructifs qui éclairent mieux certains aspects du marxisme que nulle part ailleurs :

1) ... On commence [dans le programme de Gotha] par accepter la phrase suivante de Lassalle qui, bien que ronflante, est historiquement fautive : vis-à-vis de la classe ouvrière toutes les autres classes ne forment *qu'une seule masse réactionnaire*. Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple, dans une révolution du prolétariat comme la Commune ou dans un pays où ce n'est pas la bourgeoisie seule qui a modelé l'État et la société à son image, mais où, après elle, la petite bourgeoisie démocratique a achevé cette transformation jusque dans ses dernières conséquences (p. 319).

N.B.

(comme en Suisse)

(En Allemagne vous avez marché « pendant des années », la main dans la main avec le Parti populaire et vous posez 7 revendications politiques, « dont il n'est pas une qui ne soit *bourgeoise* [souligné par Engels] démocrate ».)

N.B.

2) ... En cinquième lieu [cinquième objection d'Engels] il n'est même pas question de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des *syndicats*. Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit à *proprement parler, de l'organisation de classe du prolétariat*, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti (p. 321).

Tiens !

N.B.

3) ... De même, il manque [dans le programme] la première condition de toute liberté, à savoir que vis-à-vis de chaque citoyen, chaque fonctionnaire soit responsable de chacun des actes qu'il accomplit pendant l'exercice de ses fonctions, devant les

N.B.

tribunaux ordinaires et selon la loi commune (p. 321). ||

4) ... L'expression « destruction de toute inégalité sociale et politique » au lieu de « abolition de toutes les différences de classe » est également très suspecte. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, voire d'un endroit à l'autre, il y aura toujours une *certaine* inégalité dans les conditions d'existence, inégalité que l'on pourra bien réduire au minimum, mais non faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les habitants des plaines. Se représenter la société socialiste comme l'Empire de *l'égalité* est une conception française trop étroite et qui s'appuie sur la vieille devise : Liberté, Égalité, Fraternité, conception qui, en ses temps et lieu, a eu sa raison d'être parce qu'elle correspondait à *une phase d'évolution*, mais qui, comme toutes les conceptions trop étroites des écoles socialistes qui nous ont précédés, devrait à présent être dépassée, puisqu'elle ne crée que la confusion dans les esprits et puisqu'elle a été remplacée par des conceptions plus précises et répondant mieux aux réalités (p. 322).

N.B.

5) Bakounine dans son livre *Politique et anarchie* nous rend responsables de chaque « parole inconsiderée » de Liebknecht (pp. 322-323).

« Parole inconsiderée » de Liebknecht
--

6) En général, il est vrai, *le programme officiel d'un Parti importe bien moins que ses actes*. Mais un *nouveau* programme est comme un étendard qu'on vient d'arborer au regard de tous, et c'est d'après lui que l'on juge le Parti (p. 323).

Bebel a répondu, entre autres à Engels le 21. IX. 1875 :

Je suis parfaitement d'accord avec le jugement que vous portez sur le projet de programme ainsi que le démontrent aussi des lettres que j'ai écrites à Bracke. J'ai aussi fait de vifs reproches à Liebknecht sur sa mollesse..., mais une fois que le malheur est arrivé... le tout est une question d'éducation.

N.B.
Ah ! Ah !

Bebel lui-même partageait peu de temps auparavant toutes ces opinions confuses sur l' « État populaire », ainsi que le prouve sa brochure Nos Bats (9e édition 1886, Sozialdemokratische Bibliothek, réimpression sans modification de la 3e édition de 1872) p. 14 : « D'État reposant sur la domination de classe, l'État doit donc être transformé en État populaire... et dans cet État... la production coopérative doit remplacer... les entreprises privées »... Et, précisément, page 44, il recommande aussi bien Marx que Lassalle !!! L'un à côté de l'autre !! A l'époque, Bebel ne voyait pas la différence entre eux dans la question de l'État.